



## **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES**

S.A Aéroport Réunion Roland Garros  
74 avenue Roland GARROS  
97438 Sainte Marie  
Tél 02 62 48 80 00  
Fax : 02 62 48 80 46

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

Accord-cadre mono attributaire relatif au  
remplacement, à l'extension et à la  
maintenance du système de vidéoprotection  
de l'Aéroport La Réunion Roland GARROS  
**2025AS008**

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Accord-cadre passé selon la procédure avec négociation : L2125-1 1°, L-2124-3, R-2124-4, R-2161-21 à R-2161-23, R-2162-1 à R-2162-9 du Code de la Commande Publique

## SOMMAIRE

ARTICLE 1. DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE .....	4
1.1. Généralités .....	4
1.2. Durée de l'accord-cadre .....	5
1.3. Forme de l'accord-cadre.....	5
1.4. Résiliation de l'accord-cadre .....	6
1.5. Représentant de l'entité adjudicatrice .....	6
1.6. Sous-traitance.....	7
1.7. Langue applicable .....	7
1.8. Obligation du titulaire – Modalités d'exécution.....	7
1.9. Modification du marché public .....	7
1.10 Marché similaire .....	7
ARTICLE 2. DISPOSITIONS RELATIVES AUX MARCHES SUBSEQUENTS PASSES SUR LE FONDEMENT DE L'ACCORD-CADRE .....	7
2.1. Modalités de passation des marchés passés sur le fondement de l'accord-cadre .....	7
2.2. Clauses administratives particulières applicables aux marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre .....	9
ARTICLE 3. CARACTERISTIQUE DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	11
3.1. Forme des marchés subséquents .....	11
3.2. Nature des marchés subséquents .....	11
3.3. Déclaration sans suite d'un marché subséquent .....	12
ARTICLE 4. PRIX ET REGLEMENT .....	12
4.1. Contenu et caractère des prix .....	12
4.2. Modalités et règlement.....	16
4.3. Admission des prestations – Délai de paiement et intérêts moratoires.....	17
ARTICLE 5. PENALITES ET RETENUES PROVISOIRES.....	17
5.1. Pénalités pour retard d'exécution.....	17
5.2 Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	18
5.3 Pénalités relatives au respect de l'environnement .....	19
5.4. Retenues pour retard dans la remise des documents conformes à l'exécution.....	20
ARTICLE 6. PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	20
ARTICLE 7. EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....	21
ARTICLE 8. RESILIATION de l'ACCORD-CADRE – EXECUTION PAR DEFAULT .....	21
8.1 Conditions de résiliation.....	21
8.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	22
8.3 - Mesures particulières en cas de crise .....	22
ARTICLE 9. CLAUSES DIVERSES.....	23

9.1 Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail).....	23
9.2 Evaluation des prestations .....	24
9.3 Clause de confidentialité .....	25
9.4 Obligation d'information .....	25
9.5 Cadre juridique .....	25
Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	25
Protection de l'environnement .....	26
Respect des clauses contractuelles .....	26
9.6 Responsabilité du titulaire.....	26
9.7 Protection des données à caractère personnel.....	26
9.8 Contraintes /Obligations de sûreté .....	26
9.9 Système de Gestion de la Sécurité (SGS).....	30
9.10 Circulation coté piste.....	31
9.11 Contraintes de stationnement .....	31
9.12 Environnement : .....	31
ARTICLE 10. ASSURANCES .....	33
10.1. Responsabilités.....	33
10.2 Assurances .....	34
ARTICLE 11. Règlement amiable des litiges - Médiation .....	36
ARTICLE 12. LITIGES .....	36
ARTICLE 13. Liste récapitulative des dérogations au CCAG FCS.....	36

# ARTICLE 1. DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE

## 1.1. Généralités

### 1.1.1. Objet de l'accord cadre - dispositions générales

Le présent accord cadre a pour objet de définir les termes contractuels généraux entre la SA Aéroport de la Réunion Roland Garros (SA ARRG) et le titulaire pour la passation des marchés subséquents relatifs au remplacement, à l'extension et à la maintenance du système de vidéoprotection de la SA ARRG.

La description technique est détaillée dans le cahier des clauses techniques particulières.

### 1.1.2. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-FCS, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- Pièces particulières
  - L'acte d'engagement (AE) et son annexe :
    - Annexe n° 1 : Le bordereau des prix unitaires (BPU),
  - Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
  - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles :
    - ✓ Le dossier « Annexes SI CCTP » ;
    - ✓ Les plans, schémas et synoptiques ;
  - Le cadre de réponse technique (CRT) ;
  - L'engagement de confidentialité ;
  - Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Pièces générales :

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (C.C.A.G-FCS) en vigueur à la date de signature du marché.

A l'exception de l'annexe de mise au point éventuelle prévalant sur l'AE, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

NB : Si les documents visés au présent article comprennent des spécifications techniques formulées par référence à des normes, pour chaque norme mentionnée l'équivalence est acceptée.

Les pièces constitutives des marchés subséquents seront énumérées dans chaque marché subséquent. Toutefois, il est précisé que les pièces constitutives du présent accord-cadre figureront dans la liste des pièces constitutives des marchés subséquents.

Les décompositions de prix forfaitaires et les sous-détails de prix unitaires sont opposables au seul Titulaire. Ils ne revêtent un caractère contractuel que pour la détermination des prix de prestations supplémentaires ou modifiées, ou la détermination de l'avancement des prestations payées sur la base d'un prix forfaitaire.

Les autres documents remis par le Titulaire à l'appui de son offre (mémoires techniques, réponses aux demandes de précisions, etc.) constituent des engagements unilatéraux du Titulaire. Il ne peut se prévaloir de leur contenu pour justifier aucune réclamation. En revanche, le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre pourront exiger à tout moment du Titulaire le respect des dispositions prévues dans ces documents.

Les pièces et documents élaborés par le Titulaire lors de son offre ne pourront être

interprétés comme dérogeant aux stipulations d'autres pièces contractuelles. Si ces pièces élaborées par le titulaire ne sont pas rectifiées en cours de procédure ou lors de la mise au point du marché, les contradictions ou dérogations qu'elles comporteraient seraient réputées non écrites, sans préjudice de la validité des autres engagements qui y seraient reportés.

#### 1.1.3. Obligation de discrétion – Confidentialité

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de chaque marché subséquent, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services de l'entité adjudicatrice, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Ne sont pas couverts par cette obligation les informations, documents ou éléments que l'entité adjudicatrice a ou aura lui-même rendus publics.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, le non-respect de cette obligation entraîne la résiliation immédiate du marché subséquent et de l'accord-cadre concerné sans préavis, ni indemnité, et si nécessaire des poursuites judiciaires pourront être déclenchées.

#### 1.2. Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de deux (2) ans à compter de sa date de notification, reconductible trois (3) fois pour la même durée par une décision expresse prise par l'entité adjudicatrice, et notifiée au titulaire en respectant un préavis d'un (1) mois avant la date anniversaire dudit accord-cadre. Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction. Soit une durée globale de 8 ans.

Néanmoins, toute modification contractuelle apportée au contrat fera l'objet d'un avenant.

Les parties se réservent la faculté de résilier le présent contrat à l'expiration de chaque date anniversaire, sous réserve d'un délai de prévenance de deux mois.

Pendant cette durée aucun prestataire supplémentaire ne pourra adhérer à l'accord-cadre, même pour les marchés subséquents.

L'entrée en vigueur est appréciée à compter de la date de notification au titulaire. Cette date sera communiquée par l'envoi d'un courrier avec accusé de réception à l'opérateur économique retenu via le profil acheteur.

Délai d'exécution des marchés subséquents :

L'entité adjudicatrice fixera le délai d'exécution dans les marchés subséquents.

Les marchés subséquents seront passés pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Conformément aux dispositions de l'article R.2162-5 du CCP, l'exécution des marchés subséquents pourra aller au-delà de la fin de l'accord-cadre.

#### 1.3. Forme de l'accord-cadre

La présente consultation est un accord-cadre passé en application des articles L2125-1 1° du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est passé en application de la procédure avec négociation conformément aux dispositions des articles L2124-3, R2124-4, R. 2161-21 à R. 2161-23 du Code de la Commande Publique.

Le contrat à passer prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à marchés subséquents en application des articles R2162-1 à R2162-9 du CCP.

Il donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents.

Les marchés subséquents seront des marchés ordinaires.

L'accord-cadre est conclu avec un seul opérateur, avec un montant maximum de 4 000 000€ (quatre millions euros) HT sur la durée globale de l'accord-cadre.

A titre indicatif et non contractuel, l'estimation globale est de 1 500 000€ HT sur la durée totale de l'accord cadre.

Les marchés subséquents passés sur le fondement du présent accord-cadre, seront des marchés à bons de commande ou des marchés forfaitaires.

Il n'y a donc pas lieu de procéder à une publicité, ni mise en concurrence complémentaire à l'occasion des marchés subséquents. Cependant, une négociation pourra être engagée à l'occasion de la consultation pour chaque marché subséquent.

Le titulaire de l'accord-cadre deviendra le prestataire exclusif de l'entité adjudicatrice pendant la durée de l'accord-cadre pour les prestations objets de celui-ci.

Cependant, pour des besoins occasionnels de faible montant en raison de l'indisponibilité du prestataire retenu, l'entité adjudicatrice peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire de l'accord-cadre, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 5 % du montant total du marché.

Les prix et rémunérations plafonds de l'accord-cadre sont définis dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

#### 1.4. Résiliation de l'accord-cadre

L'accord-cadre pourra être résilié par l'entité adjudicatrice sans paiement d'indemnité, par dérogation aux articles 41 et 42 du CCAG-FCS dans les cas suivants :

##### 1.4.1. Résiliation

- À tout moment sans préavis pour des motifs d'intérêt général.

##### 1.4.2. Exclusion

- sans mise en demeure préalable, lorsque le titulaire ne respecte pas les dispositions prévues à l'article 9 du présent CCAP,

- Si le candidat ne répond pas dans les délais à deux (2) consultations sur la période annuelle considérée.

#### 1.5. Représentant de l'entité adjudicatrice

L'entité adjudicatrice est la SA Aéroport de la Réunion Roland Garros (SA ARRG), dont situé :  
74, avenue Roland Garros,  
97438 Sainte-Marie

Chaque prescripteur, en collaboration avec un acheteur de la Direction Achats, est chargé de la passation et du suivi du marché subséquent, le concernant, issu du présent accord-cadre.

#### 1.6. Sous-traitance

Les dispositions de l'article 3.6 du CCAG-FCS sont applicables.

Ne peuvent être sous-traités que les prestations de services et les travaux de pose ou d'installation des marchés de fournitures.

#### 1.7. Langue applicable

La langue applicable en exécution du présent accord-cadre est la langue française. Les livrables demandés dans chaque marché subséquent seront en langue française.

#### 1.8. Obligation du titulaire – Modalités d'exécution

Le titulaire du présent accord-cadre exerce leur fonction pour le compte de l'entité adjudicatrice en liaison avec celui-ci.

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage à accomplir tous les actes qui lui paraissent nécessaires auprès de l'entité adjudicatrice, compte tenu des natures et domaines d'intervention qui leur sont confiés dans le présent accord-cadre et par les marchés subséquents ultérieurs passés sur son fondement. Ils doivent mettre en garde l'entité adjudicatrice contre les conséquences dommageables des dispositions inscrites dans les différentes pièces portées à leur connaissance tout au long de leur mission.

Pour l'exécution de leur mission, le titulaire du présent accord-cadre est tenu d'assister à toutes les réunions de travail organisées par l'entité adjudicatrice dès lors que des questions lui concernant y seront abordées.

Pour assurer leur mission, le titulaire du présent accord-cadre utilise des outils adaptés, permettant une compréhension aisée et instantanée des situations réelles comparées aux prévisions, en vue d'informer l'entité adjudicatrice dans les délais les plus courts.

Les analyses et examens seront concrétisés par des observations orales et par des avis écrits. Le titulaire du présent accord-cadre les adressera directement à l'entité adjudicatrice, étant précisé que leur diffusion appartient à l'entité adjudicatrice et à lui seul.

#### 1.9. Modification du marché public

- Prestations supplémentaires : Prestations réalisées dans le cadre d'éventuelles modifications de l'accord-cadre pour la réalisation de prestations supplémentaires dès lorsqu'elles seraient nécessaires à l'achèvement de la mission. Les conditions d'application de ces évolutions sont décrites à l'article R-2194 du code de la commande publique

- Prestations non prévus : la poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par l'entité adjudicatrice. Cet avenant ou décision de poursuivre ne peut avoir pour effet de bouleverser l'économie du marché, ni en changer l'objet.

#### 1.10 Marché similaire

Possibilité ouverte conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 2. DISPOSITIONS RELATIVES AUX MARCHES SUBSEQUENTS PASSES SUR LE FONDEMENT DE L'ACCORD-CADRE**

#### 2.1. Modalités de passation des marchés passés sur le fondement de l'accord-cadre

##### 2.1.1. Dispositions générales

Les marchés subséquents précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre. Ils ne peuvent entraîner de modifications substantielles des termes de l'accord-cadre.

La conclusion des marchés subséquents passés sur le fondement du présent accord-cadre ne pourra se faire que pendant la durée de validité du présent accord cadre, telle que précisée à l'article 1.2 du présent CCAP.

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents seront attribués, sans remise en concurrence et après consultation du titulaire unique, correspondant à l'objet du marché subséquent. La consultation du titulaire intervient lors de la survenance du besoin.

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage à remettre une offre lors de chaque consultation. A défaut, l'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 1.4 du présent CCAP.

#### 2.1.2. Modalités de consultation du titulaire

Les marchés passés sur le fondement de l'accord-cadre, dits marchés subséquents, feront l'objet d'une consultation, sur la base d'un dossier que l'entité adjudicatrice adressera au titulaire de l'accord-cadre (un cahier des charges et annexes éventuelles).

Le dossier de consultation sera adressé gratuitement au titulaire de l'accord-cadre via le profil acheteur : [https://www.marches-securises.fr/perso/AR-Roland-Garros\\_974](https://www.marches-securises.fr/perso/AR-Roland-Garros_974). Le candidat recevra un lien pour télécharger la consultation lorsqu'il sera consulté.

Les documents qui ne pourront être mis à disposition du titulaire lui seront envoyés via une plateforme de téléchargement.

Les documents de la consultation indiqueront notamment :

- date et heure limites de remise de l'offre du titulaire,
- les modalités d'attribution du marché subséquent,
- les modalités particulières d'exécution du marché subséquent,
- date de visite sur site, le cas échéant,
- ...

#### 2.1.3. Contenu des offres des marchés subséquents

L'offre remise par le titulaire comprendra les documents suivants :

- Le marché subséquent valant acte d'engagement et cahier des clauses particulières (et le cas échéant ses annexes) complété, daté et signé,
- La décomposition du prix global et forfaitaire complétée, le cas échéant,
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) complété, le cas échéant,
- Un mémoire technique relatif au marché subséquent dans lequel le candidat indiquera les renseignements qui lui auront été demandés

#### 2.1.4. Délais de remise des offres

Le délai accordé au titulaire de l'accord-cadre pour la présentation de son offre au titre des marchés subséquents sera indiqué dans les documents de la consultation relative au marché subséquent concerné.

#### 2.1.5. Modalités de remise des offres

Lors de chaque consultation, le candidat remettra via le profil acheteur de la SA ARRG.

L'offre devra être reçue par l'entité adjudicatrice avant la date et heure limites de remise des offres mentionnées sur le profil acheteur de la SA ARRG.

L'offre du titulaire engage celui-ci pour une durée de 120 jours à compter de la date limite de remise des propositions indiquée dans la lettre de consultation.



En cas d'absence d'offre, le titulaire doit justifier par écrit de son impossibilité de répondre. En l'absence de justification, une pénalité fixée à 100,00 € lui sera appliquée.

Il est rappelé qu'un marché subséquent ne pourra faire l'objet d'une sous-traitance totale.

#### 2.1.6. Négociations

La SA ARRG se réserve le droit de négocier avec le titulaire de l'accord-cadre, dans le cadre des marchés subséquents.

#### 2.1.7 Attribution du marché subséquent

Le document de demande de proposition, complété par le titulaire et signé par l'entité adjudicatrice constituera le marché subséquent. Sa notification, par l'envoi de sa copie, donnera force exécutoire au marché. Les conditions générales de son exécution sont celles précisées au présent accord-cadre.

L'attributaire reçoit une copie du marché subséquent, par échange dématérialisé adressé avec accusé de réception qui emporte notification du marché subséquent. Le titulaire du marché subséquent ainsi désigné est soumis pour l'exécution des prestations qui lui sont confiées aux dispositions qui suivent sous réserve des conditions particulières de chaque marché subséquent. Le marché subséquent peut faire l'objet de prestations supplémentaires éventuelles nécessaires pour l'exécution d'une prestation du marché. Celles-ci ne peuvent porter que sur des prestations entrant dans le périmètre du présent accord-cadre et du marché subséquent en cause, et seront chiffrées obligatoirement.

2.2. Clauses administratives particulières applicables aux marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre

L'ensemble des marchés subséquents passés sur le fondement du présent accord-cadre est régi par les dispositions des articles 3 à 11 du présent CCAP.

Chaque marché subséquent pourra contenir des dispositions particulières sans pour autant pouvoir apporter des modifications substantielles aux termes fixés dans le présent accord-cadre. Ces dispositions particulières ne pourront alors être invoquées par le titulaire que pour le marché concerné.

#### 2.2.1. Pièces contractuelles constitutives des marchés subséquents

Les pièces constitutives de chaque marché subséquent sont les suivantes :

- Les pièces de l'accord-cadre notifiées,
- Le marché subséquent et ses annexes, le cas échéant,
- La décomposition du prix global et forfaitaire du marché subséquent, le cas échéant,
- Le bordereau des prix unitaires du marché subséquent, le cas échéant,
- Le mémoire technique relatif au marché subséquent concerné.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché subséquent, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées.

#### 2.2.2. Durée des marchés

La durée du marché sera fixée dans chaque marché subséquent.

#### 2.2.3. Moyens mis en place

Pour chaque marché subséquent, l'équipe du titulaire est qualitativement et quantitativement adaptée à la nature des prestations qu'il assure pour les différentes missions.

La composition de l'équipe du titulaire est fixée nominativement dans chaque marché subséquent. L'entité adjudicatrice peut, à tout moment, demander au titulaire le remplacement d'un ou plusieurs membres, s'il le juge nécessaire.

La bonne exécution des prestations dépendant, d'une part, de la qualité du responsable chargé de la conduite des prestations, d'autre part, de la composition quantitative et qualitative de l'équipe, le titulaire a l'obligation de maintenir en place les membres de l'équipe nommément désignés pendant toute la durée nécessaire à l'accomplissement des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, si l'un des membres de l'équipe n'est plus en mesure d'accomplir sa mission, le titulaire doit :

- En aviser, sans délai, l'entité adjudicatrice et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;

- proposer à l'entité adjudicatrice un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres (CV à l'appui) dans un délai de 5 jours à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'entité adjudicatrice, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de 10 jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'entité adjudicatrice récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un mois pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par l'entité adjudicatrice est motivée.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'entité adjudicatrice, le marché subséquent peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

#### 2.2.4. Autres dispositions relatives à l'exécution des prestations

Toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution des missions confiées dans chaque marché subséquent sont réputées incluses dans le prix fixé par le titulaire dans le document nommé « marché subséquent », y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique, et sauf exclusion expresse.

Les membres de l'équipe sont tenus à une obligation de conseil portant sur tous les aspects de la prestation, qui sera entendue de la manière la plus générale qui soit et les obligeront à attirer l'attention de l'entité adjudicatrice sur toutes les difficultés ou questions ressortant de sa spécialité, quand bien même elles ne feraient pas l'objet d'une stipulation particulière du marché.

#### 2.2.5. Dispositions relatives à l'exécution des marchés sur subséquents

##### 2.2.5.1 Généralités

Le titulaire exécute le marché en se conformant aux dispositions du présent cahier des clauses administratives particulières et des autres documents contractuels.

##### 2.2.5.2 Lieux d'exécution des prestations

Le lieu d'exécution des prestations se fera à :

SA Aéroport de la Réunion Roland Garros

74, avenue Roland Garros

97438 Sainte-Marie

#### 2.2.5.3 Emballage

Le titulaire devra procéder à l'évacuation des emballages. Les emballages cartons pourront faire l'objet de mesures de recyclage vers un lieu de recyclage au choix et à la charge du titulaire.

#### 2.2.5.4. Transport et stockage

Le transport et le stockage des équipements relèvent de l'entière responsabilité du titulaire jusqu'à la décision d'admission des prestations.

#### 2.2.5.5 Document technique

Le titulaire s'engage, à la livraison des prestations, à fournir une documentation technique rédigée en langue française et donnant des informations sur la composition et les caractéristiques des prestations nécessaires à l'utilisation fonctionnelle, l'entretien et la maintenance des prestations livrées.

#### 2.2.5.6 Qualité des prestations

Les prestations livrées doivent être strictement conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables sont celles en vigueur à la date du marché.)

#### 2.2.5.7 Opérations de vérification – Décisions après vérifications

Les prestations du marché sont soumises à des vérifications effectuées par l'acheteur public en présence du titulaire ou de son représentant.

Les opérations de vérifications se déroulent selon les modalités figurant au chapitre 5 du CCAG-FCS, ou le cas échéant, selon les modalités ci-après ou figurant au CCTP.

#### 2.2.5.8 Garantie des prestations

Voir CCTP ou le cas échéant, selon les modalités de garanties figurant à l'article 33 du CCAG-FCS.

### **ARTICLE 3. CARACTERISTIQUE DES MARCHES SUBSEQUENTS**

#### 3.1. Forme des marchés subséquents

Lors du lancement d'une consultation, le marché subséquent aura l'une des deux formes suivantes :

- soit il aura la forme d'un projet de marché accompagné au minimum de l'annexe suivante :

→ La demande d'acceptation du ou des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du ou des contrats de sous-traitance, le cas échéant.

- soit il aura la forme d'une simple demande de devis accompagné le cas échéant d'un état descriptif sommaire des besoins de l'entité adjudicatrice.

#### 3.2. Nature des marchés subséquents

Les prestations faisant l'objet des marchés subséquents conclus sur la base du présent accord-cadre seront réglées, dans la limite des prix plafonds fixés dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) du présent accord-cadre, par application :

- soit à prix global et forfaitaire, dont les prix seront détaillés dans le devis ou dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), et ne dépasseront pas les prix unitaires plafonds de l'accord-cadre éventuellement révisés,

- soit à prix unitaires, dont les prix unitaires seront renseignés par le titulaire dans le bordereau des prix unitaires du projet de marché, et ne dépassant pas les prix unitaires plafonds du BPU de l'accord-cadre, éventuellement révisés,

- soit à prix mixtes (unitaires et forfaitaires), dont les prix unitaires seront renseignés par le titulaire dans le bordereau des prix unitaires du projet de marché, et ne dépassant pas les prix unitaires plafonds du BPU de l'accord-cadre, éventuellement révisés.

**Lors d'une consultation dans le cadre des marchés subséquent, le titulaire de l'accord-cadre présente des offres de prix au moins aussi avantageuses que celles figurant au cadre de prix de l'accord-cadre.**

### 3.3. Déclaration sans suite d'un marché subséquent

La SA ARRG se réserve le droit de ne pas notifier un marché subséquent après consultation, pour motif d'intérêt général, et sans frais.

Cette déclaration sans suite peut intervenir à tout moment jusqu'à la signature du marché y compris lorsque le marché a été attribué.

## ARTICLE 4. PRIX ET REGLEMENT

### 4.1. Contenu et caractère des prix

#### 4.1.1. Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre figurant dans tous les documents contractuels sont compris hors TVA.

Pour l'établissement des prix, le Titulaire garantit avoir pris connaissance de toutes les contraintes d'exécution des prestations, lesquelles sont réputées connues et prévisibles à la date de signature de l'accord-cadre, étant entendu que le prix ne prend pas en compte :

(i) les conséquences de la survenance de sujétions imprévisibles résultant de faits extérieurs au Titulaire ou à ses sous-traitants et fournisseurs ;

(ii) les conséquences d'une modification des prestations objet de l'accord-cadre ou d'un marché subséquent trouvant son origine dans un fait imprévisible et extérieur au Titulaire ou à ses sous-traitants et Fournisseurs. Les modifications de prestations visées au présent article peuvent être d'origine réglementaire ou à l'initiative de l'Entité adjudicatrice. La survenance d'une/de contrainte(s) d'exécution des prestations telle(s) que visées ci-dessus ouvrira un droit à l'indemnisation du Titulaire uniquement si ces contraintes d'exécution entraînent un surcoût tel qu'il est constitutif d'un bouleversement de l'économie du contrat.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, sans que la liste qui suit ne soit réputée exhaustive, il est convenu que les prix tiennent compte notamment :

- Les prix sont également réputés comprendre tous les frais inhérents à la bonne exécution des prestations y compris les frais de remplacement des fournitures livrées non conformes.
- de l'ensemble des prestations nécessaires à la réalisation des installations qui ne serait pas couvert par un prix unitaire ou forfaitaire ;
- de l'ensemble des contraintes et sujétions prescrites par les pièces de l'accord-cadre ;
- de l'ensemble des coûts relatifs à l'acheminement sur site des fournitures nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre, y compris les assurances y afférentes (à l'exception

de l'octroi de mer qui fait l'objet d'une refacturation des dépenses engagées, dans les conditions définies à l'article 4.1.2 Octroi de Mer ;

- de l'ensemble des frais relatifs à l'achat des matériels et fournitures visés dans le marché subséquent ;
- des sujétions liées aux contraintes que pourra imposer la SA ARRG (service informatique) pour la sécurisation des données informatiques ;
- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner le fait que les prestations interviendront dans des bâtiments dont une partie sera en exploitation ;
- de la réalisation et du phasage des opérations ;
- des dates des mises en service de l'installation indiquées dans les pièces contractuelles ;
- du fait qu'aucune intempérie ne sera prise en compte dans le cadre du présent accord-cadre ;
- des obligations relatives à la sûreté et à la sécurité aéroportuaire (dont celles visées à l'article 9.8 du présent CCAP, dont l'obtention des badges ou la réalisation de formations) ;
- du montant de la cession et/ou de la concession des licences et/ou des droits visés à l'article 6 Propriété intellectuelle ;
- des sujétions liées à la coordination des opérations entre les prestations de réalisation et les prestations de maintenance ;
- de la planification, de l'établissement et des délais nécessaires à la vérification des documents ;
- des sujétions que sont susceptibles d'apporter aux travaux notamment : les contraintes d'accès au chantier consécutives aux itinéraires, horaires et contrôles de police imposés, ainsi qu'à l'obtention (à la diligence et à la charge du Titulaire) des autorisations administratives et badges nécessaires ;
- de la nécessité éventuelle de travailler en plusieurs postes ou pendant plusieurs jours normalement non ouvrés ;
- de toutes les charges de fonctionnement directes ou indirectes découlant de l'application du présent accord-cadre ;
- des essais et contrôles internes et externes prévus à l'accord-cadre et dans la réglementation ainsi que ceux dus au titre des délais partiels, de la bonne exécution des ouvrages, vérification de la conformité, etc ;
- de la réalisation des adaptations qui pourront être sollicitées dans le cadre de la mise à l'essai visée à l'article 4.12 du CCTP ;
- de toutes sujétions d'exécution liées à la coordination des travaux entre les différentes natures de travaux du marché réalisées par chaque membre d'un éventuel groupement ;
- de la fourniture, de la mise en place et de l'entretien (y compris astreinte) des signalisations réglementaires et des protections et dispositifs de sécurité temporaires sur toutes les catégories de site des travaux, jusqu'à la réception de l'ouvrage ;

#### 4.1.2. Octroi de mer

Le Titulaire s'acquitte de l'octroi de mer pour l'acheminement sur site des composantes et pièces détachées nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire tiendra une comptabilité permettant d'établir un état de ses dépenses d'octroi de mer, marché subséquent par marché subséquent.

Il refacturera les dépenses ainsi directement engagées pour l'exécution de ses marchés subséquents à l'Entité Adjudicatrice une fois par an, à la date d'anniversaire de l'accord-cadre, sur présentation des déclarations souscrites ainsi que de la preuve de l'acquittement effectif de la taxe liée à chaque fourniture grevée de l'octroi de mer.

Le montant de taxes dont le remboursement est réclamé à l'Entité Adjudicatrice par le Titulaire, sans que ne soient présentés les documents correspondants, ne feront l'objet d'aucun règlement de la part de l'Entité Adjudicatrice.

Jusqu'au décompte du marché subséquent concerné, l'Entité Adjudicatrice se réserve le droit de procéder à tout instant à des contrôles sur la réalité des frais refacturés par le Titulaire. Toute déclaration dont un contrôle mettrait en évidence le caractère manifestement erroné donnera lieu à l'application de la pénalité prévue à cet effet à l'article 5.2 F. du présent CCAP.

#### 4.1.3. Prix nouveaux

Le Titulaire de l'accord-cadre ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques, sans autorisation préalable de l'entité adjudicatrice. Il est, cependant, tenu de signaler tout processus incompatible avec une fabrication rationnelle et de faire toutes propositions utiles à cet effet.

**Ces modifications ne peuvent changer l'objet de l'accord-cadre ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire lors de la mise en concurrence.**

Les prestations dont la réalisation ou la modification est décidée par le Maître d'Ouvrage et pour lesquelles l'accord-cadre ou, le cas échéant, les marchés subséquents ne prévoient pas de prix seront réglées par application des stipulations suivantes :

##### 4.1.3.1 Ordre de service

Après consultation du titulaire dans les conditions prévues au 3.2 du présent CCAP, le Maître d'Ouvrage sera conduit à émettre, par Ordre de service, des prix nouveaux, qui pourront être soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires, soit un unique prix forfaitaire.

Ils sont établis sur les mêmes bases que les prix de l'accord-cadre, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix. S'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments, notamment les prix d'unité contenus dans les décompositions, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

Le prix nouveau est réputé tenir compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements.

Ces prix sont des prix d'attente qui sont appliqués pour l'établissement des décomptes ; ils n'exigent pas l'acceptation préalable du Titulaire.

Le Titulaire est réputé avoir accepté les prix qui ont été fixés par l'ordre de service si, dans le délai de 30 (trente) jours suivant la réception de l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au Maître d'Ouvrage en indiquant, avec toutes les justifications utiles, le ou les prix qu'il propose.

Lorsque le Maître d'Ouvrage et le Titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant à l'accord-cadre.

A défaut d'accord, le règlement définitif de ces prestations sera déterminé dans le cadre du décompte d'un marché subséquent.

#### 4.1.3.2 Consultation du titulaire

Pour toute prestation pour lesquelles l'accord-cadre ou les marchés subséquents ne prévoient pas de prix, le Titulaire remettra à l'Entité adjudicatrice des sous-détails ou décomposition du prix qu'il revendique dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la demande.

Les devis établis par le Titulaire en cours d'exécution respecteront le même format et seront numérotés.

Chaque prix proposé sera établi sur la base des prix prévus à l'accord-cadre ou au marché subséquent avec une référence des prix correspondants dans les documents financiers du marché.

Dans le cas d'une reprise de devis à la demande de l'Entité adjudicatrice, le Titulaire remettra un nouveau devis dans le délai convenu avec l'Entité adjudicatrice, en absence d'un tel délai, au plus tard 7 (sept) jours calendaires après la demande de l'Entité adjudicatrice.

#### 4.1.4. Date d'établissement et variation des prix

##### 4.1.4.1 S'agissant de l'accord-cadre

Le mois d'établissement des prix est le mois  $M_0$  (M zéro) figurant à l'acte d'engagement final de l'accord cadre. Les prix sont réputés établis selon les conditions économiques en vigueur à ce mois.

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution. Ils sont révisables à la date anniversaire de l'accord-cadre, par application d'un coefficient  $C_n$  donné par la formule suivante :

$$C_n = (0,15 + 0,85 \times \text{indice } (n) / \text{indice } (0))$$

Selon les dispositions suivantes :

$C_n$  = coefficient de révision

Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.

Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période. La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

S'agissant de la fourniture de matériel :

Index de révision des prix : L'indice de référence, publié sur le site Internet de l'INSEE <http://www.indices.insee.fr>, est le suivant : Identifiant 010534478 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 26 et 27 – Produits informatiques, électroniques et optiques, Équipements électriques

S'agissant de la main d'œuvre pour les contrats de maintenance, notamment :

Index de révision des prix : L'indice de référence, publié sur le site Internet de l'INSEE <http://www.indices.insee.fr>, est le suivant : Indice 001565192 – ICHT J-Information et communication

### Modalité d'application :

La demande de révision des prix par le Titulaire est annuelle. Elle est établie sur la base du dernier indice connu comportant trois décimales et arrondi au millième supérieur, de sorte que la révision soit définitive.

Le Titulaire fait parvenir sa demande de révision par lettre recommandée un mois au moins avant la date anniversaire de la notification du présent accord-cadre, à l'adresse suivante :

SA AEROPORT DE LA REUNION ROLAND GARROS

Direction Technique

74, avenue Roland Garros

97438 SAINTE-MARIE

Pour chaque demande de révision de prix, l'entité adjudicatrice transmet son accord ou son refus. Le refus de l'entité adjudicatrice ne peut être motivé que par l'envoi de la demande du Titulaire moins d'un mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre : la S.A. ARRG continuera à appliquer les prix non révisés pour les paiements à effectuer.

En cas d'accord, les prix révisés seront applicables à compter de la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre qui suit la demande de révision.

### Clause butoir

Chaque prix affiché dans le BPU ne peut évoluer, au cours d'une même année, alignée sur la date anniversaire de l'accord-cadre, que de 3% maximum par rapport à l'année précédente et de 10% maximum sur 3 années consécutives.

Le contrat continue de s'exécuter et le titulaire est tenu de livrer les prestations au prix plafonné de la clause butoir.

### Clause de sauvegarde

En cas d'augmentation des prix supérieure à la hausse indiquée à la « clause butoir » susmentionnée, l'entité adjudicatrice se reverse le droit de résilier, sans indemnité, l'accord-cadre et ceci à chaque date anniversaire.

#### 4.1.4.2 S'agissant des marchés subséquents

Les marchés subséquents pourront être conclus à prix révisables et seront dans définis dans les documents de la consultation.

#### 4.2. Modalités et règlement

##### 4.2.1. Avance

Les modalités de l'avance seront définies dans chaque marché subséquent.

Application des dispositions des articles R2191-3 à R2191-13 Code de la Commande Publique (CCP).

L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché subséquent lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

##### 4.2.2. Acomptes

Les modalités des acomptes seront définies dans chaque marché subséquent.

Les acomptes sont versés conformément aux articles L2191-4 et suivants du CCP.



#### 4.2.3. Retenue de garantie

En l'absence d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande du titulaire, il sera fait application d'une retenue de garantie de 5% du montant initial du marché subséquent conformément aux articles L2191-7 du CCP.

Les sommes retenues par l'acheteur public au titre de la retenue de garantie sont débloquées à l'expiration de la période légale de garantie des prestations qui est d'un an.

#### 4.2.4. Règlement des prestations

La périodicité de règlement des comptes sera indiquée dans chaque marché subséquent.

Le règlement des comptes des marchés subséquent, à prix forfaitaires ou prix unitaires ou à prix mixtes, se fera sur présentation de la ou des facture(s) qui, outre les mentions légales, comportera (ont) les indications suivantes :

- Les nom et adresse du titulaire,
- Le numéro de son compte bancaire et postal,
- Le numéro et la date de notification de l'accord-cadre,
- Le numéro et la date de notification du marché subséquent,
- Le montant total forfaitaire du marché subséquent,
- Les prestations exécutées, par référence au devis valant DPGF ou le BPU ;
- Le montant total hors taxes,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total toutes taxes comprises,
- La date d'établissement de la facture.

#### 4.2.5. Transmission des factures

Les factures seront établies après service fait en un exemplaire original daté, signé et adressé à l'adresse suivante : [contact@reunion.aeroport.fr](mailto:contact@reunion.aeroport.fr)

#### 4.3. Admission des prestations – Délai de paiement et intérêts moratoires

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, la mise en paiement de la facture en cas de paiement en une seule fois ou du solde de la facture vaut admission des prestations, sauf stipulations contraires indiquées dans le marché subséquent.

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par La SA ARRG.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé de courir, augmenté de huit points.

### **ARTICLE 5. PENALITES ET RETENUES PROVISOIRES**

Les pénalités seront directement déductibles des sommes restantes dues au titulaire et seront calculées par rapport au montant hors taxe du marché. Les "jours calendaires" comprennent les jours ouvrables, les samedis, dimanches et jours fériés.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités suivantes sont applicables :

#### 5.1. Pénalités pour retard d'exécution

##### A. Retard sur le délai d'exécution

En cas de manquement aux les délais contractuels fixés dans chaque marché subséquent, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de deux cent cinquante (250) euros par jour calendaire de retard, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation par le maître d'œuvre du retard dans la date d'intervention prévue par le calendrier d'exécution des travaux pour tout ou partie d'ouvrages ou ensembles de prestations et sans qu'il soit besoin de recourir à une mise en demeure préalable.

#### B. Pénalités pour indisponibilité

Dans le cadre des prestations de maintenance dans chaque marché subséquent : en cas de manquement aux délais contractuels d'intervention, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 150 euros par heure de retard.

#### C. Retard sur les délais partiels du calendrier d'exécution :

Le titulaire subit une pénalité de 1/1000ème du montant initial HT du marché par jour calendaire de retard avec un minimum de 300 €.

#### D. Retard dans la levée des réserves assorties à la réception

Le titulaire subit une pénalité de 1/3000ème du montant initial HT du marché par jour calendaire de retard jusqu'à leur achèvement avec un minimum de 150 €.

#### Cumul des pénalités de retard

Les pénalités relatives au délai global et aux délais partiels sont cumulables et non plafonnées. Les pénalités relatives aux délais partiels pourront être remises par décision du maître d'ouvrage si le titulaire réalise l'ensemble des prestations à l'intérieur du délai global d'exécution, et pour autant que les retards sur les délais partiels n'aient pas eu d'impact sur les autres travaux de l'ouvrage ni causé de préjudice financier au maître d'ouvrage.

### 5.2 Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

#### A. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs

En cas de non remise des PPSPS/PPA, le titulaire encourt une pénalité fixée à deux cent (200) Euros H.T. par jour calendaire.

En cas de non-respect des dispositions prises dans les PPSPS/PPA, le titulaire encourt une pénalité fixée à cinq cent (500) Euros H.T. par jour calendaire, sur simple constat du Maître d'œuvre ou du CSPS.

#### B. Documents fournis après exécution

En cas de non remise des documents nécessaires à l'établissement du dossier des ouvrages exécutés ou du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à cinq cent (500) Euros H.T. par jour calendaire.

#### C. Rendez-vous de chantier (ou autres réunions)

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le Maître d'œuvre.

En cas d'absence d'une personne convoquée à une réunion de chantier (ou autres réunions), le titulaire encourt une pénalité fixée à deux cent (200) Euros H.T. par réunion.

#### D. Pénalité pour non-réalisation des réparations de dégradations

Le titulaire prendra toutes dispositions pour éviter de causer des dégradations aux ouvrages existants au cours de l'exécution des prestations.

Dans le cas où des dégradations seraient commises par le titulaire ou par ses sous-traitants ou ses fournisseurs, elles devront être réparées par ses soins et à ses frais, dans un délai fixé par le Maître d'Ouvrage.

Dans le cas où le titulaire n'effectuerait pas ces réparations dans le délai fixé, le Maître d'Ouvrage pourra les faire réaliser immédiatement aux frais du titulaire sans qu'il n'ait besoin d'aucune mise en demeure.

De plus, une pénalité égale à 10 % du coût des réparations sera appliquée au titulaire pour chaque jour compris entre la fin du délai prescrit et la fin de l'exécution, avec un maximum de 100 % du coût des réparations, la pénalité maximum étant automatiquement appliquée dans le cas visé ci-dessus en cas de défection du titulaire.

Le titulaire restera responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage et des tiers des conséquences des dégradations qu'il aura causées.

#### E. Pénalité pour salissure des voiries

En cas de salissures des voiries et des accès à la zone de travaux, le Maître d'Ouvrage notifiera à l'entreprise une injonction immédiate de nettoyage en fixant un délai (un jour maximum) qui sera fonction du danger induit. Le dépassement de ce délai constaté et notifié par le Maître d'Ouvrage, donnera lieu à une pénalité de cent cinquante (150) Euros H.T. par heure et en cas d'urgence, à l'exécution du nettoyage par un tiers aux frais exclusifs de l'entrepreneur.

#### F. Pénalité pour déclaration manifestement inexacte

Toute déclaration manifestement inexacte établie par le Titulaire et notamment si celle-ci a eu pour conséquence de conduire au paiement d'une somme indue donnera lieu à l'application d'une pénalité de 10 % (Dix pour cent) du paiement indu obtenu, sans préjudice dans tous les cas du remboursement des sommes indûment versées.

#### G. Autres pénalités diverses

En cas de non-exécution manifeste d'un ordre de service (retard, défaut de moyen, solution inappropriée...), le titulaire encourt, après constat, une pénalité journalière calendaire, fixée à :

- trois cent (300) Euros H.T., de 1 à 10 jours
- cinq cent (500) Euros H.T., au-delà de 10 jours

En cas de constatation par le maître d'œuvre d'un des événements suivants :

- entrave à la circulation,

Le titulaire encourt une pénalité fixée à trois cent (300) Euros H.T. par infraction constatée.

### 5.3 Pénalités relatives au respect de l'environnement

#### A. Pénalités pour non-respect des prescriptions Environnement

En cas de non observation des prescriptions mentionnées par le maître d'œuvre sur le sujet Environnement au compte rendu de chantier, le titulaire subira les pénalités suivantes :

- 1er cas – prescription à effet immédiat : son non-respect entraînera pour l'entrepreneur un arrêt de chantier à ses frais et torts exclusifs ainsi qu'une pénalité forfaitaire dont le montant est précisé ci-après.
- 2ème cas – prescription assortie d'un délai pour sa prise en compte : à l'échéance de ce délai, le non-respect de la prescription engendrera pour l'entrepreneur une pénalité forfaitaire suivie d'une pénalité journalière, dont les montants sont précisés ci-après, jusqu'au jour du respect de la prescription.

Les pénalités ci-dessous sont applicables sur simple constat du Maître d'œuvre :

Infraction	Pénalité forfaitaire immédiate	Pénalité forfaitaire assortie d'un délai	Pénalité journalière jusqu'à réparation
Abandon de déchets sur l'aire de chantier		500 €	
Nettoyage du matériel dans la zone de chantier et/ ou les sanitaires	500€		
Non-respect des consignes sur les nuisances sonores suite demande du MOA	500€		
Non-respect des heures d'activité du chantier	100/heure d'infraction		
Retard de repliement et de remise en état des lieux	300 € / jour d'infraction		
Manquements à la signalétique et sécurité balisage zone de travaux	300 €		
Stationnement VL ou stockage de matériel en dehors des zones	500 € / véhicules		
Défaut d'information du maître d'ouvrage / maître d'œuvre	200 €		
Défaut de fourniture des bons de transport, d'enlèvement, de mise en décharge...		200 €	100 €
Vidange sauvage effectuée directement sur le sol	2 000 € / par constat		

Ces pénalités ne libèrent pas le titulaire des sanctions et amendes qui pourraient lui être infligées par les autorités compétentes pour non-respect des dispositions légales. Les frais éventuels de décontamination, de remise en état ou d'indemnisation des tiers sont à la charge du titulaire de l'accord-cadre.

#### B. Gestion des déchets de chantier

En cas de non-respect des stipulations concernant la gestion des déchets de chantier (récupération, tri, brûlage), l'entreprise en infraction encourt une pénalité fixée à cent (100) Euros H.T. Par infraction constatée et par jour.

En cas de défaut d'utilisations des bordereaux de suivi, l'entreprise en infraction encourt une pénalité fixée à cent (500) Euros H.T. par infraction constatée.

#### 5.4. Retenues pour retard dans la remise des documents conformes à l'exécution

##### A. Pénalités pour non-production des attestations fiscales et sociales

En cas de non-production des attestations sociales et fiscales prévues à l'article 9.1 du présent CCAP, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de cent (100) euros par jour calendaire, sans mise en demeure préalable.

##### B. Retenues provisoires pour non-production des attestations d'assurance

En cas de non-production de l'attestation d'assurance prévue à l'article 10 du présent cahier des charges, une retenue provisoire de cent (100) euros par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire. Cette somme sera reversée au titulaire sur la facture qui suivra la réception du document par l'établissement.

## ARTICLE 6. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le chapitre 6 du CCAG-FCS est applicable aux marchés ultérieurs passés sur le fondement du présent accord cadre.

La SA ARRG pourra librement exploiter les documents émis dans le cadre du présent accord-cadre et des marchés ultérieurs passés sur son fondement, leur contenu et, de

manière plus générale, les résultats, même partiels, des prestations exécutées par le titulaire dans le cadre du présent accord-cadre et des marchés ultérieurs passés sur son fondement.

En contrepartie du paiement du prix, le titulaire cède à titre exclusif à la SA ARRГ l'ensemble des droits d'exploitation attachés au résultat de ses prestations et aux documents émis dans le cadre du présent accord-cadre et des marchés ultérieurs passés sur son fondement, tels que formulés dans les articles L 122-2 et L 122-3 du Code de la propriété intellectuelle.

Ces droits comprennent le droit de représenter et de reproduire, y compris celui d'utiliser dans le cadre de consultations tout ou partie de l'étude ainsi que le droit de l'adapter, c'est-à-dire le droit d'exécuter ou de faire exécuter par des tiers toutes modifications, corrections, traductions, extractions, arrangements et déclinaisons nécessaires à l'exploitation de l'étude résultant du présent accord-cadre et des marchés ultérieurs passés sur son fondement par la SA ARRГ. Le droit de représentation s'entend comme le droit de communiquer l'étude à tous prestataires ou partenaires de la SA ARRГ par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu à ce jour.

Le droit de reproduction s'entend comme le droit de fixer ou de faire fixer matériellement l'étude par tous procédés qui permettent de l'archiver ou de la communiquer aux candidats et prestataires ou partenaires de la SA ARRГ, le droit de réaliser ou de faire réaliser sur tous supports et par tous moyens et dans tous formats, la reproduction des éléments constitutifs de l'étude résultant du marché en tel nombre qu'il plaira la société aéroportuaire, et de mettre ou faire mettre en circulation toute reproduction et copie de l'étude résultant du marché dans tous formats et par tous moyens et sur tous supports tels que support papier, support électronique,...

La cession est consentie à titre exclusif à la SA ARRГ pour le monde entier et pour toute la durée des droits de propriété intellectuelle telle qu'elle résulte des dispositions du code de la propriété intellectuelle et des conventions internationales ratifiées par la France, y compris les cas de prolongation éventuelle de cette durée, et ce sans limitation territoriale pour la France et l'étranger.

Le titulaire ne fera ni ne permettra quelque usage commercial, à quelque titre que ce soit, des résultats des études sans l'accord préalable écrit de la SA ARRГ.

Le titulaire ne pourra communiquer les résultats de l'étude à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation écrite de l'établissement public de la SA ARRГ.

La cession sera réitérée dans chaque marché subséquent.

## **ARTICLE 7. EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, l'entité adjudicatrice se réserve le droit au cours du marché subséquent, et après mise en demeure restée infructueuse, de faire exécuter aux frais et risques du titulaire défaillant, tout ou partie des prestations n'ayant pas été exécutées dans le délai fixé dans la lettre de mise en demeure.

## **ARTICLE 8. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE – EXECUTION PAR DEFAULT**

### **8.1 Conditions de résiliation**

L'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions prévues par le chapitre 7 du CCAG-FCS et de l'article 1.4 du présent CCAP.

Sans préjudice des différents cas de résiliation contenus dans le présent CCAP, il sera fait application des clauses de résiliation prévues au CCAG-FCS notamment que :

- L'acheteur public pourra également résilier l'accord-cadre en cas de faute du titulaire conformément à l'article 41 du CCAG-FCS. Auquel cas, il se réserve le droit de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire par application de l'article 45 du CCAG-FCS.
- L'acheteur public pourra résilier l'accord-cadre pour motif d'intérêt général. Dans ce cas, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de cette décision. Par dérogation à l'article 43 du CCAG-FCS, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.

## 8.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'entité adjudicatrice par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

L'entité adjudicatrice adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 8.3 - Mesures particulières en cas de crise

Dans le cas de crise sanitaire ou économique impactant l'exécution du contrat, les parties conviennent de se rencontrer afin d'acter les conditions d'exécution technique et financière du contrat.

En cas de surcote imprévisible à la date de signature de contrat, les parties conviennent d'assurer la poursuite de leurs engagements contractuels réciproques, dans la mesure du possible et à condition que le titulaire apporte tout élément de preuve étayé à l'appui de ses éventuelles demandes de report de délai ou d'indemnisation.

Les parties appliqueront toute réglementation ou loi d'exception régissant ces périodes particulières, si elles étaient adoptées et applicables au contrat.

### 8.3.1 - Suspension partielle ou totale de l'exécution pour motifs consécutifs aux effets de la crise sanitaire :

En complément de l'article 13.3 du CCAG-FCS, dès lors que le titulaire se trouve dans l'impossibilité matérielle de continuer à exécuter tout ou partie des prestations de l'accord-cadre, pour des motifs en lien avec une crise sanitaire impactant directement l'exécution de ce contrat, il doit en informer l'entité adjudicatrice dans les meilleurs délais possibles. Le titulaire devra à cet effet, faire parvenir à la SA ARRG un courrier électronique avec accusé de réception détaillant les difficultés rencontrées et apportant tous les éléments justificatifs dont il dispose pour démontrer de réelles difficultés d'exécution partielles ou totale et établir notamment qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations.

En cas de suspension liée une crise sanitaire, le délai de réalisation et / ou la durée contractuelle pourraient être prorogé d'un temps égal à la suspension par voie d'avenant.

La décision de suspension interrompt de fait le décompte des pénalités de retard jusqu'à la date de reprise des prestations.

### 8.3.2 Indemnisation en cas d'imprévision liée à une crise économique :

Les parties reconnaissent que de l'accord-cadre a été établi en tenant compte de la situation économique au moment du dépôt de l'offre et de toutes les contraintes, financières comme logistiques connues à ce jour.

Cependant, si l'exécution des obligations contractuelles sans être impossible est devenue excessivement onéreuse en raison d'un événement indépendant de la volonté du titulaire et dont il ne pouvait raisonnablement attendre qu'il soit pris en compte en moment de la conclusion de l'accord-cadre (bouleversement de l'économie du marché), le titulaire peut demander une indemnisation selon les modalités ci-après définies.

En cas de dépenses imprévues impliquées par la poursuite de l'exécution et bouleversant l'économie de l'accord-cadre sur toute la durée contractuelle, le titulaire ne peut prétendre à indemnisation que des seules dépenses directement imputables à cette imprévision et fondées sur des justificatifs détaillés produits par lui. A cet égard, il lui incombe de transmettre à la SA ARRG tout élément permettant de justifier des charges extracontractuelles supportées pour assurer la poursuite des prestations. Cette indemnité pourra notamment comprendre les charges supplémentaires d'approvisionnement ou de personnel, sur le fondement des dispositions du 3° de l'article L6 du Code de la commande publique, à la condition que le titulaire ne puisse bénéficier d'aucun autre régime d'indemnisation mis en place par des tiers ;

La détermination et le versement de l'indemnité d'imprévision ne peut en principe survenir qu'à l'issue de l'accord-cadre, après analyse de l'équilibre économique de l'accord-cadre sur toute la durée de son exécution :

- que le bouleversement de l'économie du contrat soit d'une ampleur telle qu'il puisse être considéré comme irréversible et que, dans ces conditions, une indemnité sera de toute évidence attribuée en fin d'exécution de l'accord-cadre ;
- que le montant de la provision sur indemnité peut être évalué sur la base d'éléments de prix certains ;
- et enfin, que la situation de l'entreprise titulaire le justifie.

Le versement de l'indemnité d'imprévision ou de provision donne en tout état de cause lieu à la formalisation d'un protocole transactionnel.

## ARTICLE 9. CLAUSES DIVERSES

### 9.1 Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Il appartient au titulaire de transmettre à l'entité adjudicatrice, tous les 6 mois et jusqu'à la fin de l'accord-cadre, les documents suivants :

- les documents attestant qu'il est en règle du paiement de ses cotisations sociales (attestations datant de moins de six mois), en application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail,
- la liste des salariés étrangers, en application des articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail qui mentionnera, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation du travail.

L'entité adjudicatrice procédera à la résiliation de l'accord-cadre si le titulaire n'est pas en règle avec ces obligations.

Afin de simplifier et de sécuriser les démarches administratives du titulaire, la SA ARRG met gracieusement à sa disposition une plate-forme en ligne : [www.e-attestations.com](http://www.e-attestations.com), qui lui permettra de déposer l'ensemble des documents administratifs précités. Pour ce faire, le moment venu, le titulaire se verra adresser une clé d'identification (s'il n'y est pas déjà inscrit) pour accéder à cette plate-forme, y déposer les documents nécessaires et suivre leurs mises à jour.

**La SA ARRG n'acceptera donc pas d'autres modes de transmission des pièces précitées.**

**« NB : Dans une démarche de simplification, certaines attestations, issues des organismes émetteurs (INSEE, URSSAF...), pourraient déjà être disponibles sur votre compte. »**

Il est à noter que les pièces suivantes devront être également à jour et valide à quelconque moment de la vérification sur la plateforme e-attestations :

- Extrait KBis (entreprises inscrites au Registre du Commerce et des Sociétés – RCS) datant de moins de 3 mois et en cours de validité
- Attestation fiscale datant de moins d'un mois et en cours de validité
- Si votre société est en situation de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
- Copie de la déclaration de détachement conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7, si la société est établie hors de France uniquement ou déclaration de non détachement.
- Attestations d'assurances en cours de validité (Responsabilité civile, Assurance décennale) pour l'année en cours

A défaut, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'entité adjudicatrice pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire.

En cas de recours à des sous-traitants, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à s'assurer que le sous-traitant auquel il a recours est régulièrement immatriculé, effectue ses déclarations sociales et fiscales obligatoires et emploie régulièrement son personnel au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur. Le titulaire s'engage à produire pour ses sous-traitants les mêmes documents que ceux qu'il est tenu de communiquer à la personne publique et selon la même fréquence.

Dans l'hypothèse où il s'avérerait que le titulaire, bien qu'ayant produit les documents visés à l'article D8222-5 du code du travail, a recours au travail dissimulé, la personne publique se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de l'accord-cadre, sans avoir à verser une quelconque indemnité, et ce sous réserve que le recours au travail dissimulé soit avéré. A défaut pour le titulaire d'avoir mis fin aux pratiques litigieuses dans un délai de huit jours calendaires après réception d'une mise en demeure adressée par la personne publique et d'en avoir justifié, ou d'avoir fourni toutes les explications permettant de démontrer qu'il n'existe pas de travail dissimulé, la personne publique pourra décider de prononcer la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements relatifs aux interdictions de soumissionner ou des pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, l'accord-cadre sera résilié aux frais et risques du titulaire.

## 9.2 Evaluation des prestations

La SA Aéroport de la Réunion Roland Garros, maître d'ouvrage, s'est engagée par sa démarche d'amélioration continue, en matière de qualité, d'environnement, d'énergie, à satisfaire pleinement et en toute transparence aux exigences des parties intéressées que sont ses clients, ses collaborateurs internes et autres partenaires.

La SA a mis en œuvre une démarche d'évaluation de ses fournisseurs qui a pour objectifs l'amélioration continue de la qualité des services offerts aux usagers de la plateforme aéroportuaire.

Dans cette perspective, elle souhaite associer étroitement les parties intéressées aux divers processus en vigueur et notamment les fournisseurs au titre desquels le maître d'œuvre en charge de la réalisation de l'ouvrage objet du présent accord-cadre.



Le titulaire est donc informé que pendant la durée du contrat, la qualité des prestations dont il a la charge fera l'objet d'une ou plusieurs séquences d'évaluation qui auront pour objet de qualifier la qualité globale de ses interventions.

A l'occasion de chacune de ces séquences, qui pourront se dérouler en sa présence, le titulaire sera invité à prendre connaissance des conclusions y afférentes et à formuler des observations sur le contenu précis des conclusions du maître d'ouvrage en la matière. Le titulaire disposera d'un délai de 8 jours à compter de la transmission de la fiche de notation qui le concerne pour formuler lesdites observations et faire valoir ses propositions d'amélioration et/ou objections.

L'évaluation sera réalisée sur les items suivants :

- Respect du délai de réalisation
- Qualité de la prestation
- Relations
- Qualité administrative et commerciale

L'évaluation donnera lieu à la formulation d'une note sur 20 points qualifiant la prestation de très satisfaisante à insuffisante.

Dans le cas de prestations jugées insatisfaisantes (note attribuée inférieure à 10/20), le titulaire pourra subir une pénalité forfaitaire de 1.000,00 € applicable sur le paiement de la situation suivante. Cette pénalité sera provisoire et ne pourra être annulée qu'à la condition d'une amélioration sensible des relations et conditions d'exécution de la prestation.

### 9.3 Clause de confidentialité

L'intervenant sur site devra obligatoirement respecter la confidentialité des occupants des différents locaux.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a reçu, à titre confidentiel, des renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit pas divulguer d'information qui résulte de l'exécution de l'accord-cadre ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci. Il doit sans délai avertir la SA ARRG de toute violation de l'obligation de confidentialité ci-dessus.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du respect du présent article, la SA ARRG peut résilier l'accord-cadre, sans préjudice du droit à dommages et intérêts pour le dommage éventuellement subi.

### 9.4 Obligation d'information

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à porter à la connaissance de la SA ARRG tout changement susceptible d'affecter la nature et l'activité de l'entreprise, tel que la suppression ou l'adjonction d'activités, la suppression d'emploi et autres procédures de redressement ou de liquidation judiciaire.

### 9.5 Cadre juridique

Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du C.C.A.G-FCS, le titulaire respecte les lois et les règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

## Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

## Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels de l'accord-cadre expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution de l'accord-cadre, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord exprès de l'entité adjudicatrice.

## 9.6 Responsabilité du titulaire

Le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est donc seul responsable des dommages, qui de ce fait pourraient être causés à son personnel, à des tiers, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers lors de l'exécution des prestations.

En cas de détérioration de biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exécuter par ses soins, au compte du titulaire, la réparation des dégâts commis.

Le titulaire devra être en règle avec la législation sociale actuelle et se conformer à tous les décrets et lois en vigueur.

Il devra notamment être à jour des règlements relatifs aux impôts divers, taxe professionnelle, droits d'enregistrement, taxe sur les salaires, cotisations sociales et familiales et congés payés.

Les salariés devront être employés régulièrement au regard des articles du code du Travail. Tout accident ou maladie pouvant affecter le personnel du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire.

## 9.7 Protection des données à caractère personnel

Cf. clausier dans « Annexes SI CCTP »

## 9.8 Contraintes /Obligations de sûreté

L'application des textes réglementaires en vigueur concernant les mesures de sûreté, ainsi que des procédures établies par l'Exploitant d'aéroport, s'imposent aux prestataires attributaires d'un marché ou d'un contrat.

Dès lors que les missions définies dans le marché amènent l'entité à intervenir dans la zone côté piste (ZCP), des contraintes de sûreté s'appliquent en matière de titre de circulation aéroportuaire (badge, pour les personnes) / laissez-passer (pour les véhicules), de respect des procédures de sûreté.

### **9.8.1 L'obtention des badges/laissez-passer**

Afin de pouvoir accéder à la ZCP, toute personne ou véhicule doit disposer d'une autorisation d'accès valide.

L'entité, agissant en son nom, ayant activité sur l'aéroport ARRG devra disposer d'un Programme de Sûreté et d'Assurance Qualité, qui contiendra :

- l'organisation sûreté de son entité
  - le nom du Responsable Sûreté,

- le nom des Correspondants Sûreté, susceptibles de signer les demandes de badge ou de laisser passer,
- le périmètre de mission de l'entité et de ses employés,
- la gestion des autorisations d'accès,
- la gestion des formations.

L'entité devra accomplir les formalités nécessaires à l'obtention des autorisations d'accès. Le délai d'obtention des badges sur l'aéroport est de 2 mois en moyenne pour une première demande ou un renouvellement.

L'entité devra dans un délai de 5 jours calendrier à compter de la notification du marché, se rapprocher du service des badges de l'ARRG pour la marche à suivre afin de lancer la procédure de délivrance des badges permanents.

Le type de badge dépend des missions de l'entité et de l'autonomie nécessaire à la réalisation de ses tâches. Il existe deux types de badges/laissez-passer :

- Badge permanent
  - rouge : pouvant donner accès à des secteurs fonctionnels et des secteurs sûreté,
  - saumon : pouvant donner accès uniquement à des secteurs fonctionnels,

Il permet un accès sans accompagnement. Il est délivré par l'Exploitant d'aéroport, après l'obtention de l'habilitation par les Services de l'Etat (PAF), sur présentation d'une attestation de suivi de la formation 11.2.6.2 (voir ci-après).

Ces demandes sont réalisées auprès des agents badge de l'Exploitant d'aéroport. Le coût d'un badge à l'unité est de 50€ HT.

Ces badges sont valides pour la durée de l'activité sur la plateforme, et jusqu'à 3 ans maximum.

- Badge accompagné (vert) :

Il permet un accès accompagné à la ZCP. L'accompagnant, détenteur d'un badge permanent, doit garder sous sa surveillance constante la personne accompagnée. Il est responsable de la personne disposant d'un badge vert durant tout le séjour en ZCP. Une personne détentrice d'un badge permanent peut accompagner jusqu'à 5 personnes.

Ces demandes sont réalisées auprès des services compétents de l'Etat (PAF ou GTA) avec un délai de prévenance de 48H minimum.

Ce badge vert est valable pendant 24h, et peut être renouvelé pendant 5 jours consécutifs avec une durée de 15 jours maximum sur une période de 6 mois.

Ces demandes sont réalisées auprès des agents badge de l'Exploitant d'aéroport. Le coût d'un badge à l'unité est de 5€/ jours HT.

- Laissez-passer véhicules (LPV) :

Il permet l'accès d'un véhicule à la ZCP. Ce laissez-passer, d'une validité de 3 ans, doit être affiché de façon permanente en haut à droite du pare-brise.

Cette demande est réalisée auprès du service des badges de l'Exploitant d'aéroport. Le coût de ce LPV à l'unité est de 35€ HT.

- Laissez-passer véhicules (LPV) temporaire :

Il permet l'accès d'un véhicule à la ZCP pour une durée de 24H maximum. Ce laissez-passer doit être affiché sur le tableau de bord durant tout le temps de présence du véhicule en ZCP. Cette demande est réalisée auprès de la GTA avec un délai de prévenance de 48H minimum. Ces demandes sont réalisées auprès des agents badge de l'Exploitant d'aéroport. Le coût d'un laissé passer à l'unité est de 5€/jours HT.

### **9.8.2 Formation à la sûreté**

L'entité devra également se rapprocher des organismes de formation certifiés afin d'inscrire ses agents à une session de formation à la sûreté aéroportuaire. Plusieurs existent autour de la plateforme ARRG (CAMAS FORMATION, DGF FORMATION, REUNION AIR SURETE, OSR SURETE).

#### **9.8.2.1 Responsable/correspondant sûreté**

Tout responsable sûreté/correspondant sûreté de l'entité doit suivre les formations sûreté 11.2.2 et 11.2.5 (Règlement UE 2015/1998) au préalable, pour pouvoir exercer ses fonctions. Ces formations équivalent à 7h + 14h environ. Elles permettent d'acquérir les connaissances nécessaires au suivi des obligations sûreté qui incombent à l'entité et à ses employés intervenant sur la plateforme.

Cette formation, étant plus approfondie que la sensibilisation sûreté, permet de se substituer à la formation badge 11.2.6.2 pour l'obtention du badge.

Cette formation est valable pour 5 ans, hors cas de période d'inactivité de 6 mois ou plus.

#### **9.8.2.2 Détenteur d'un badge rouge**

Toute personne effectuant une demande de badge permanent doit suivre la formation 11.2.6.2 (Règlement UE 2015/1998) au préalable pour pouvoir se faire délivrer son badge et donc pouvoir accéder à la ZCP de l'aéroport.

Cette formation est d'une durée de 3h30. Elle permet d'acquérir les connaissances de base au travail en ZCP, et les obligations incombant aux détenteurs de badges permanents.

Cette formation est valable pour 3 ans, hors cas de période d'inactivité de 6 mois ou plus.

### **9.8.3 Obligations des entreprises faisant les demandes de badges**

L'entité s'assure que ses employés détenteurs d'un badge sont à jour de leur formation à la sûreté.

L'entité faisant la demande de badge/laissez-passer :

- déclare sans délai au service badge de l'Exploitant d'aéroport les évolutions intervenues dans les activités des personnes agissant pour son compte lorsque ces évolutions impliquent la fin de validité d'un badge ou la modification des domaines accessibles ;
- informe, sans délai et par écrit, le titulaire du badge qui ne justifie plus d'une activité en ZCP, ou dont le titre est arrivé en fin de validité, de son obligation de restituer son badge ;
- organise un service de collecte des badges/laissez-passer périmés et les restitue sans délai au service badge de l'Exploitant d'aéroport ;
- appose de façon apparente sur le véhicule le nom de l'entreprise et, le cas échéant, son logo ;
- tient à jour la liste des véhicules disposant d'un laissez-passer.

L'entité doit de même établir une liste des articles soumis à autorisation aux vues de l'Appendice 1A et effectuer une demande d'autorisation d'entrée d'outils métier, si cela s'avère nécessaire (EN-07-293 V3, document sera fourni par l'Exploitant d'aéroport).

### **9.8.4 Obligations des détenteurs de badge/laissez-passer**

Les personnes, détentrices d'un badge rouge, qui accèdent à la ZCP ont pour obligation de respecter les réglementations et procédures sûreté, sous peine de manquements et d'amendes.

#### **9.8.4.1 Les obligations liées à l'utilisation de leur badge/laissez-passer :**

Toutes les personnes détentrices d'un badge rouge doivent :

- Etre en possession d'une pièce d'identité lors de leur entrée en ZCP et durant tout leur séjour en ZCP ;
- Accéder à la ZCP uniquement par les accès autorisés (PIF et PARIF) ;
- Accéder uniquement aux secteurs sûreté et/ou fonctionnels qui leur ont été autorisés ET uniquement pour les besoins de leur activité professionnelle ;
- Porter leur badge/laissez-passer en permanence et de façon apparente ;

- S'assurer que le laissez-passer est apposé sur le véhicule pendant toute la durée de leur séjour en ZCP ;
- En aucun cas ne prêter leur badge à un tiers pour quelque motif que ce soit ;
- Accompagner, en permanence en ZCP la personne détentricrice d'un badge vert :
  - Le titulaire d'un badge vert ne se déplace en ZCP qu'avec l'accompagnant désigné par l'entité à l'origine de la demande de badge, et en possession du document d'accompagnement remis par les Services Compétents de l'Etat (PAF ou GTA) ;
- Signaler sans délai toute perte ou vol de badge/laissez-passer à leur supérieur hiérarchique ou au Service Badge de l'Exploitant d'aéroport ;
- Retourner les badges/laissez-passer immédiatement après la fin de leur mission sur la plateforme à leur supérieur hiérarchique, au Service des badges de l'Exploitant d'aéroport ou aux Services Compétents de l'Etat.

#### **9.8.4.2 Les obligations liées au respect des procédures de sûreté :**

Toutes les personnes accédant en ZCP doivent :

- Se soumettre aux procédures de contrôle d'accès, de surveillance, et d'inspection filtrage des personnes, des objets transportés, et des véhicules ;
  - Il est important d'anticiper le fait qu'en fonction des matériels/marchandises/véhicules entrants, la durée nécessaire au contrôle peut être plus ou moins longue.
- Ne pas entraver ni neutraliser le fonctionnement normal des dispositifs de contrôle d'accès à la ZCP ;
- Ne pas faciliter l'entrée de personnes dépourvues des autorisations nécessaires en ZCP ;
- Protéger leurs outils métier, qu'ils soient soumis à autorisation ou non. Ces outils doivent être sous leur constante surveillance OU être placés dans un local sécurisé où seules les personnes autorisées pourraient y avoir accès. Cette vigilance doit être accrue dans les secteurs où des passagers pourraient être présents.

#### **9.8.4.3 Les manquements et amendes**

##### **9.8.4.3.1 Personne Physique**

Amende d'un montant maximal de 750 € ou suspension du badge pour une durée maximale de 30 jours pour la personne physique (ces plafonds doublés en cas de récidive) pour :

- Non-respect des textes réglementaires applicables ;
- Refus de se soumettre au contrôle d'accès à la ZCP et/ou à l'inspection filtrage ;
- Non-respect du port du badge/laissez-passer (absence de badge/laissez-passer...) ;
- Non-respect de l'utilisation et de restitution du badge/laissez-passer (prêter son badge à un tiers, ne pas rendre son badge dans les délais impartis...) ;
- Absence de protection des outils métiers après leur introduction en ZCP.

Amende d'un montant maximal de 150 € et suspension du badge rouge pour une durée de six jours (ces plafonds doublés en cas de récidive) pour :

- Défaut de port apparent du badge/laissez-passer ;
- Utilisation en dehors de leur zone de validité du badge ou du laissez-passer.

#### 9.8.4.3.2 Personne Morale

- Amende administrative d'un montant maximal de 7 500 €, en fonction de la nature et de la gravité des manquements et éventuellement des avantages qui en sont tirés ;
- Amende d'un montant maximal de 1500 € en cas de défaut de présentation des documents exigibles par la réglementation. Ces plafonds sont doublés en cas de récidive.

### 9.9 Système de Gestion de la Sécurité (SGS)

Conformément à la réglementation européenne (Regulation (EU) No 139/2014) traitant de l'obligation de la mise en place d'un système de gestion de la sécurité par les exploitants d'aérodrome, les activités des tiers agissant pour le compte de la SA ARRG sont soumises aux dispositions du SGS de la SA ARRG.

La sécurité aéroportuaire est la sécurité relative à l'aménagement, le fonctionnement et l'usage des équipements, biens et services nécessaires à la circulation des aéronefs dont la gestion incombe à la SA ARRG (art. L.211-3 du code de l'aviation civile).

Le "système de gestion de la sécurité" aéroportuaire est un ensemble, structuré et organisé, de moyens, de procédures et de procédés, visant à améliorer la sécurité aéroportuaire.

Les obligations sont les suivantes :

- L'entreprise intègre dans sa politique générale un volet relatif à la sécurité aéroportuaire reprenant les objectifs de la politique sécurité aéroportuaire établie par la SA ARRG ;
- L'entreprise établit un plan de formation pour son personnel et réalise le suivi des qualifications et des compétences en matière de sécurité aéroportuaire (habilitations à la conduite sur l'aire de trafic et/ou l'aire de manœuvre, formation au système de gestion de la Sécurité aéroportuaire et toute qualification propre à l'activité sous traitée) ;
- L'entreprise peut être sollicitée dans le cadre de la démarche d'évaluation et d'atténuation des risques aéroportuaires portée par la SA ARRG pour garantir à ses activités côté piste un niveau optimal de sécurité ou en cas de modification d'exploitation. L'entreprise pourra, dans ce cas, être amenée à participer à des études de sécurité et sera tenue de mettre en œuvre les mesures d'atténuation de risques retenues ;
- L'entreprise et son personnel sont soumis à l'obligation de notifier à la SA ARRG les incidents relatifs à la sécurité aéroportuaire (annexe E de l'arrêté du 17 août 2007 fixant la liste d'évènements et incidents d'aviation civile). L'entreprise se rapprochera de l'exploitant, notamment le responsable de l'exécution du marché. Il l'informerait des causes de cet incident et des actions curatives mises en œuvre ;
- L'entreprise est tenue de mettre en application les procédures d'exploitation ou de sécurité communiquées par la SA ARRG ;
- L'entreprise présentera dans son rapport d'activité mensuel un état : des évènements notifiés, des procédures révisées, des actions mises en œuvre dans le domaine de la sécurité, des résultats des indicateurs sécurité retenus.

Le suivi des dispositions est assuré par le responsable de l'exécution du marché en relation avec le responsable SGS de la SA ARRG. Ce suivi peut s'opérer lors des réunions de suivi de la prestation mais peut également être effectué de manière aléatoire par le responsable SGS.

Enfin, l'exploitant se réserve le droit d'auditer l'activité sous traitée dans le cadre de son programme d'audit interne annuel.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du respect du présent article, la personne publique peut résilier le marché, sans préjudice du droit à dommages et intérêts pour le dommage éventuellement subi.

#### 9.10 Circulation coté piste

##### Autorisation de circuler sur l'air de trafic (TRA)

Toutes les personnes qui souhaiteront circuler sur l'air de trafic (TRA) avec un véhicule devront suivre une formation auprès d'un organisme agréé.

La formation est à la charge du Titulaire.

Le Titulaire s'accommodera de l'ensemble des formalités lui permettant d'obtenir un permis de conduire sur l'aire de trafic ou permis aire de trafic.

L'obtention du permis de conduite sur les aires de trafic est assujettie à la réalisation d'une formation spécifique (3h théorie + 1h de pratique). Cette formation permet au Titulaire d'appréhender les risques et dangers potentiels de la conduite sur les aires de trafic, à proximité immédiate des aéronefs.

##### Autorisation de circuler à pied côté piste.

Toutes les personnes qui souhaiteront circuler à pied côté piste devront suivre une formation auprès d'un organisme agréé.

La formation est à la charge du Titulaire.

#### 9.11 Contraintes de stationnement

Le Titulaire devra souscrire un abonnement pour l'accès au parc de stationnement de l'aéroport et s'engage à respecter les conditions de stationnement. Le nombre de badge sera limité en fonction des moyens humains dédié au contrat. Les différents tarifs en vigueur sont disponibles auprès du service parking de la SA ARRГ.

#### 9.12 Environnement :

##### **Responsabilités**

Le Titulaire reste seul responsable quant au respect des lois et règlements en vigueur en matière d'environnement. Toutes les réglementations en vigueur lui sont donc applicables. Il sera le seul responsable juridiquement en cas de problèmes inhérent à son activité.

Les exigences environnementales doivent intervenir tout au long du processus de production en matière de consommation d'eau et d'énergie ainsi que pour le traitement des déchets.

##### **Consommation des fluides**

Le Titulaire s'engage à réduire sa consommation d'eau et d'énergie en procédant à des entretiens réguliers des installations et des équipements qui lui seraient attribués, en privilégiant les appareils économiques en eau et énergie et en adoptant un comportement éco responsable.

##### **Traitement des effluents**

L'aéroport est équipé d'une Station d'Epuration qui traite les eaux usées. Aucun déversement (eaux de lavage, eaux souillées ou chargées en hydrocarbure ou en solvant) n'est autorisé dans le réseau d'eau pluvial sous peine de sanction.

Tous déversements inhabituels, quel qu'ils soient, dans le réseau d'eau usées, doivent faire l'objet d'une demande et soumis à autorisation de l'exploitant.

## **Traitement des déchets**

### **Dispositions générales sur le traitement des déchets**

**Le Titulaire n'est pas autorisé à laisser ses déchets de chantier sur site ou dans les systèmes de collecte de la SA ARRG.**

En tant que « producteur de ses déchets » le Titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable à son activité et à s'acquitter de la redevance correspondante.

De plus, il s'engage à respecter la politique et les dispositions particulières définies par le Gestionnaire en matière de déchets solides et liquides (tri sélectif, rejets au réseau d'eaux usées, gestion des déchets dangereux), de manipulation et de stockage des matières susceptibles de présenter un risque quelconque.

En cas de doute, le Titulaire devra consulter le Gestionnaire et le Responsable Environnement.

Le Titulaire s'engage à limiter la production de déchets, en mettant en œuvre les dispositions suivantes :

- Utiliser convenablement et systématiquement le tri sélectif,
- Privilégier, à l'achat, les produits dont les emballages se recyclent et/ou dont la biodégradabilité est reconnue,
- Choisir des matériels et équipements sans suremballage, en limitant notamment le recours aux emballages individuels.

Le Titulaire demeurant sur une emprise du domaine public s'engage à respecter l'ensemble des objectifs de la plateforme aéroportuaire en matière de développement durable.

Le Titulaire veillera à prendre toutes les mesures nécessaires en la matière, et se conformera aux règles fixées par l'Arrêté Préfectoral de la plateforme aéroportuaire.

Traitement des produits dangereux (Déchets électriques et électroniques, ampoules usagées, huiles usagées, graisses, batteries, bidons de produits de nettoyages vides, chiffons souillés, autres déchets solides souillés ...) cf. liste exhaustive au **Décret n° 2002-540 du 18 avril 2002** relatif à la classification des déchets :

Ces déchets ne seront pas admis dans les poubelles de la plateforme ni à aucun autre endroit de stockage temporaire ou définitif. Il est de la responsabilité du Titulaire de les transporter au centre de traitement adapté autorisé par la Préfecture, ou de faire appel à une société spécialisée dans l'enlèvement de déchets dangereux (Le Gestionnaire pourra communiquer les coordonnées de ces entreprises sur simple demande).

En cas de production de déchets dangereux, le Titulaire devra prendre contact avec le Gestionnaire afin de lui indiquer les actions mises en place pour le stockage et l'enlèvement des déchets (délais, prestataires retenus, système de rétention aux normes envisagés...). Le Titulaire devra être particulièrement attentif à la mise en application des normes en vigueur pour ce type de déchet.

Les D.E.E.E et La récupération de fluide frigorigène feront l'objet d'une attention particulière, les BSD seront impérativement remis avant la fin de l'opération sous peine de retenue des 5% au titre du DOE

Le *Registre Déchet*, tenu par le Titulaire, renseignera l'ensemble des Bordereaux de Suivi de Déchets (B.S.D.) et devra être mis en place sur le site. Une copie de ces bordereaux de suivi



des déchets sera fournie pour information au Gestionnaire après réception du document par le Titulaire.

En cas de pollution accidentelle, le Titulaire devra alerter le service compétent de l'Aéroport de manière à permettre la mise en œuvre de toutes les mesures conservatoires ainsi que le nettoyage de l'espace endommagé, dans les plus brefs délais. Les numéros d'appel sont les suivants :

Côté ville : Direction Développement Durable de la SA ARRG au 0262 48 82 10  
ou PC Accueil ARRG 0262 48 80 14

Le Titulaire en supportera notamment les conséquences financières.

### **Pénalités**

Tout manquement ou constat de non-respect des consignes et des procédures (dépôts de déchets en dehors des zones dédiées, manquement à l'obligation du tri sélectif, non-respect de la procédure en cas de saturation des bornes enterrées, etc.) feront l'objet d'une pénalité.

## **ARTICLE 10. ASSURANCES**

### **10.1. Responsabilités**

Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel, ou aux biens de l'ARRG, aux tiers, y compris aux aéronefs, ainsi qu'à l'environnement, par le titulaire, ses sous- traitants, préposés, personnels, toute personne intervenant pour son compte ou tout matériel dont il a la propriété ou dont la garde lui est confiée du fait de l'exécution ou de l'inexécution du contrat ou d'une négligence ou d'un manquement dans l'exécution du contrat, sont à la charge du titulaire, lequel renonce à Recours contre l'ARRG et ses assureurs, sauf faute lourde ou intentionnelle de l'ARRG.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'ARRG, du fait de l'exécution du marché (ou contrat), sont à la charge du gestionnaire, lequel renonce à Recours contre le Titulaire et ses assureurs, sauf faute lourde ou intentionnelle de ce dernier.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'ARRG, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par l'ARRG au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

**Le titulaire relève, garantit et défend l'ARRG, et ses assureurs contre les sinistres et/ou les recours de tiers ayant leur origine dans le matériel en propriété ou dont la garde lui est confiée, les prestations, services et travaux qu'il fournit ou réalise, ou dans les agissements de ses préposés.**

Le Titulaire et ses sous-traitants sont responsables du bon déroulement de l'ensemble des prestations de services effectuées dans le respect des règles de l'art. Ils s'engagent à respecter la réglementation en vigueur.

**En complément des dispositions ci-dessus, viennent s'appliquer les dispositions suivantes :**

-Dommages survenus à l'occasion de l'utilisation des matériels appartenant à Aéroport de La Réunion :

Tous matériels dont la garde est confiée au Titulaire par la mise à disposition desdits matériels par l'ARRG au Titulaire, resteront la propriété de l'ARRG pendant toute la durée du Contrat. Tous Dommages subis par ces matériels à l'occasion de l'exécution du Contrat, seront de la seule responsabilité du Titulaire.

La responsabilité de l'ARRG ne pourra être recherchée en cas d'accident survenant à l'occasion de l'utilisation par le personnel du Titulaire de matériels mis à sa disposition par l'ARRG.

Le Titulaire ne confiera l'utilisation de ces matériels qu'à des personnes ayant été formées à cet effet et disposant de permis et/ ou toute autre habilitation nécessaire(s).

Il appartient au Titulaire de s'assurer du bon état de conservation et de fonctionnement du matériel au moment de sa mise à disposition par l'ARRG.

## 10.2 Assurances

Le Titulaire s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires à son activité sur le site aéroportuaire. L'ensemble des conditions d'exercice et d'activité devra être correctement déclaré pour le bon fonctionnement des garanties d'assurances.

Il appartient au Titulaire de vérifier l'adéquation des conditions contractuelles du contrat avec ses propres assurances.

En aucune manière, les contrats d'assurances souscrits ne sauraient être interprétés comme une clause d'exonération ou de limitation de responsabilité du Titulaire vis- à-vis de l'ARRG.

### 10.2.1 Assurance de responsabilité

Le présent article assurance fixe les conditions minimums de couverture, sous toute réserve des modifications ultérieures qui pourront y être apportées en raison de l'évolution des prestations objet du marché et du contexte ou l'identification de risques particuliers encourus dans le cadre du projet objet de l'accord-cadre.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurances de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

#### Assurance de responsabilité civile

Le titulaire de l'accord-cadre reste responsable de tous dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs ou non, causés à quiconque, y compris au Maître d'ouvrage, par lui-même, son personnel, ses sous-traitants et leurs personnels ou toute autre personne dont ils sont civilement responsables et résultant directement ou indirectement de l'exécution des travaux, objet du présent accord-cadre ; que les dommages soient causés pendant l'exécution des travaux ou après leur réception.

Les garanties doivent être étendues également aux dommages susceptibles d'être causés tant aux constructions existantes qu'aux constructions avoisinantes.

Le titulaire de l'accord-cadre doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent accord-cadre.

Ces garanties doivent s'appliquer avec renonciation à recours contre le maître d'ouvrage et ses assureurs.

**Montant de garantie :**RC avant et après livraison :

Tous dommages Garantis confondus : 9 000 000€ sans pouvoir excéder pour :

Dommages corporels : 9 000 000€

Dommages matériels et immatériels consécutifs : 2 000 000€

Dommages immatériels non consécutifs : 500 000€

Le titulaire devra alors produire dans un délai de trente jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution les attestations correspondantes tant pour son compte que celui de ses éventuels cotraitants et sous-traitants.

Si l'accord-cadre dure sur plusieurs années civiles, le titulaire produira les attestations en cours d'exécution de travaux, au plus tard le 15 janvier de l'année civile.

Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage

La souscription par le maître d'ouvrage d'éventuelles polices mentionnées est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants renoncent à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de ces polices.

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire et s'il y a lieu de ses cotraitants est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

Au titre des contrats d'assurance précités, le Titulaire s'engage :

- à faire immédiatement part de tous modifications, changements, résiliations qui interviendraient sur ce(s) contrat(s) ;
- à s'acquitter régulièrement des primes y afférentes et à informer le Gestionnaire de tout retard et par la même à maintenir le contrat en cours ;
- à produire avant la notification du présent accord-cadre et avant toute exécution les attestations d'assurance établies par ses assureurs, attestations qui sont réputées faire partie intégrante de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à obtenir de ses cotraitants et/ou sous-traitants la justification de la souscription des polices d'assurances précitées dans les mêmes conditions que celles précisées ci-avant. En tout état de cause, le Titulaire s'engage à assumer la responsabilité des dommages résultant de ses sous-traitants.

Concernant les sous-traitants, les attestations d'assurances relatives à leurs propres polices d'assurance de Responsabilité Civile devront être produites avant la notification de l'agrément.

Chaque attestation devra expressément indiquer les activités pour laquelle le Titulaire et ses sous-traitants sont garantis, devra être datée de moins de trois mois et émaner de la compagnie d'assurance elle-même.

Elle devra mentionner que l'assuré est à jour du paiement de ses primes et indiquer la date d'expiration de la validité de l'attestation.

Dans tous les cas, si l'exécution de l'accord-cadre s'étend sur une période plus longue que la date de l'expiration de validité des attestations, l'entreprise devra fournir d'autres attestations conformes pour la période subséquente.

Aucun règlement ne sera effectué sans présentation des attestations d'assurance conformes.

L'entreprise signataire s'engage en outre à communiquer à tout moment chacune des polices d'assurances visées ci-dessus sur simple demande du gestionnaire.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la SA ARRG et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, avant la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment, durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'entité adjudicatrice et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le défaut d'assurance entraînera la résiliation aux frais et risques du contrôleur technique.

## **ARTICLE 11. REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES - MEDIATION**

Conformément à l'article 46 du CCAG-FCS, il sera privilégié le recours à la médiation pour traiter des litiges.

A cette fin, l'entité adjudicatrice a installé une fonction de « médiateur interne » qui pourra être sollicité à l'adresse : [mediateur@reunion.aeroport.fr](mailto:mediateur@reunion.aeroport.fr). Le médiateur intervient en cas de conflit. En toute indépendance et neutralité, il favorise le dialogue et aide à trouver les bons décideurs au sein de l'entreprise. Il facilite le règlement amiable des litiges.

## **ARTICLE 12. LITIGES**

En cas de litige, seul le Tribunal Judiciaire de Saint Denis (5, avenue André MALRAUX, BP 338, 97494 SAINTE-CLOTILDE, tél. : 0262 40 23 45, fax : 0262 40 23 02) est compétent en la matière.

## **ARTICLE 13. LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG FCS**

L'article 1.1.3 du présent CCAP déroge aux articles 5.1.1 et 41 du CCAG-FCS.

L'article 1.4 du présent CCAP déroge aux articles 41 et 42 du CCAG-FCS.

L'article 2.2.3 du présent CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'article 4.3 du présent CCAP déroge à l'article 30.1 du CCAG-FCS.

L'article 5 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 8.1 du présent CCAP déroge à l'article 43 du CCAG-FCS.